

FONDS ADIE POUR L'ENTREPRENEURIAT POPULAIRE

Fonds de dotation régi par l'article 140 de la loi 2008-776 du 4 août 2008

23, rue des Ardennes

75019 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

FONDS ADIE POUR L'ENTREPRENEURIAT POPULAIRE

Fonds de dotation régi par l'article 140 de la loi 2008-776 du 4 août 2008

23, rue des Ardennes

75019 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Au conseil d'administration du fonds de dotation FONDS ADIE POUR L'ENTREPRENEURIAT POPULAIRE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du fonds de dotation FONDS ADIE POUR L'ENTREPRENEURIAT POPULAIRE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du fonds de dotation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable relatif à la première application du règlement ANC n°2022-04, modifiant le règlement ANC n°2018-06 et relatif à l'état séparé des avantages et ressources reçus de l'étranger, décrit dans la note "Conventions Générales comptables appliquées" de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux administrateurs.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du fonds de dotation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds de dotation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fonds de dotation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds de dotation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 25 avril 2024

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés



Jean-Claude MARTY



Fonds Adie
pour l'entrepreneuriat populaire

Comptes au 31 décembre 2023

Sommaire

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE LA PERIODE	8
1.1 CONVENTIONS GENERALES COMPTABLES APPLIQUEES	8
1.2 FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE	8
2. PRESENTATION DES COMPTES DU FONDS ADIE	10
2.1 LES IMMOBILISATIONS FINANCIERES :	10
2.2 LES CREANCES	10
2.3 LES VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT.....	10
2.4 LES DISPONIBILITES.....	10
2.5 LES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	10
2.6 LES FONDS PROPRES.....	10
2.7 LES DETTES	12
2.8 LES PRODUITS D'EXPLOITATION	12
2.9 LES CHARGES D'EXPLOITATION.....	12
2.10 LES PRODUITS FINANCIERS	13
2.11 LES CHARGES FINANCIERES	13
2.12 L'IMPOT.....	13
3. LE TABLEAU DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION SUIVI DU COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC	13
3.1 LES EMPLOIS	13
3.2 LES RESSOURCES.....	14
3.3 LES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE.....	14
3.4 LES ENGAGEMENTS HORS BILAN.....	14
3.5 TABLEAU DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	15
3.6 TABLEAU DU COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DE PUBLIC (CER) ...	17
3.7 AVANTAGES ET RESSOURCES PROVENANT DE L'ETRANGER	18

FONDS ADIE - Bilan et compte de résultat 2023

	Exercice 2023			Exercice 2022
ACTIF	BRUT	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières	127 162	13 633	113 529	1 894 008
<i>Participations et créances rattachées</i>				
<i>Autres titres immobilisés</i>	<i>127 162</i>	<i>13 633</i>	<i>113 529</i>	<i>1 894 008</i>
<i>Prêts</i>				
<i>Autres</i>				
TOTAL I	127 162	13 633	113 529	1 894 008
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances	6 310		6 310	
<i>Créances clients, usagers et comptes rattachés</i>				
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>				
<i>Autres</i>	<i>6 310</i>		<i>6 310</i>	
Valeurs mobilières de placement	122 330		122 330	122 330
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	4 431 284		4 431 284	2 840 767
Charges constatées d'avance	3 200		3 200	
TOTAL II	4 563 125		4 563 125	2 963 097
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	4 690 287	13 633	4 676 653	4 857 104

PASSIF	Exercice 2023	Exercice 2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	2 000 000	2 000 000
<i>Fonds propres statutaires</i>	<i>2 000 000</i>	<i>2 000 000</i>
Fonds propres avec droit de reprise		1 000 000
<i>Fonds statutaires</i>		
<i>Fonds propres complémentaires</i>		<i>1 000 000</i>
Ecart de réévaluation		
SITUATION NETTE	2 000 000	3 000 000
Fonds propres consommables	2 520 230	1 800 869
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL I	4 520 230	4 800 869
AUTRES FONDS PROPRES		
TOTAL I bis		
FONDS REPORTES ET DEDIES		
TOTAL II		
PROVISIONS		
TOTAL III		
DETTES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		33 017
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales		1
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	156 423	23 218
TOTAL IV	156 423	56 236
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I+Ibis+II+III+IV+V)	4 676 653	4 857 104

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2023	Exercice 2022
PRODUITS D EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Produits de tiers financeurs	862 705	1 218 607
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>		
<i>Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable</i>	611 520	986 945
<i>Ressources liées à la générosité du public</i>	251 186	231 662
<i>Dons manuels</i>	214 430	187 982
<i>Mécénats</i>	36 755	43 680
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
<i>Contributions financières reçues</i>		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits		7
TOTAL I	862 705	1 218 614
CHARGES D EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	159 844	35 053
Aides financières versées par l'entité	718 280	1 182 460
Impôts, taxes et versements assimilés		
Salaires et traitements		
Charges sociales		
TOTAL II	878 124	1 217 513
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-15 418	1 101
PRODUITS FINANCIERS		
De participations		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	5 662	4 825
Autres intérêts et produits assimilés	13 821	36
Reprises sur provisions, dépréciation et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mob. de placement	7 693	
TOTAL III	27 176	4 862
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	7 671	5 962
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	7 671	
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	19 504	-1 100
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV)	4 086	1
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
TOTAL V		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
TOTAL VI		
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	4 086	1
Total des produits (I+III+V)	889 881	1 223 476
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	889 881	1 223 476
EXCEDENT OU DEFICIT	0	0

	Exercice 2023	Exercice 2022
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations de services en nature	224 315	108 086
Bénévolat	2 742	3 010
TOTAL	227 057	111 096
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature	227 057	111 096
Personnel bénévole		
TOTAL		111 096



Fonds de dotation Adie pour l'Entrepreneuriat Populaire

Nommé « Fonds Adie »

23 rue des Ardennes

75019 Paris

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

ARRETES AU 31/12/2023

Le bilan clos au 31 décembre 2023, montre un total net de 4 676 653 euros et le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, présente un résultat à l'équilibre.

Le Fonds Adie a pour objet de soutenir les missions d'intérêt général à caractère social conduites par l'Adie et/ou par les entités d'intérêt général qui lui sont affiliées, dans le domaine de l'accompagnement, du conseil, des services aux créateurs, de la promotion de l'entrepreneuriat populaire et dans l'octroi de prêts d'honneur gratuits à des micro-entrepreneurs.

La mission du Fonds Adie est de reverser tout ou partie de ses ressources afin de financer des actions ou des prêts d'honneur à titre gratuit.

Pour accomplir son objet, le Fonds Adie poursuit les moyens d'actions suivants :

- réaliser toutes les démarches afin de collecter les fonds nécessaires à la mise en œuvre d'actions entrant dans l'objet ci-dessous, et notamment par voie d'appel à la générosité du publique, l'organisation de toutes opérations de mécénat, de produit-partage ou de soutien de toutes initiatives relevant de son Objet ;
- soutenir financièrement l'Adie ou les entités d'intérêt général et affiliées agissant dans le respect de son objet ;
- participer à la réalisation d'études, d'observatoires, de conférences, de colloques, tous actes d'informations pour permettre le rayonnement de l'entrepreneuriat populaire en lien avec son Objet ci-dessous ;
- accomplir tout acte nécessaire à son fonctionnement en entreprenant toutes opérations connexes ou accessoires à son objet.

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE LA PERIODE

1.1 Conventions Générales comptables appliquées

Pour l'élaboration et la présentation des comptes annuels il est appliqué dans le principe de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- le règlement ANC N°2014-03 du 5 juin 2014, relatif au plan comptable général sous réserve des dispositions particulières figurant dans le règlement ANC N°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, a été appliqué dans le principe de prudence et conformément aux hypothèses de base.
- le règlement ANC n°2022-04 modifiant le règlement ANC n°2018-06, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, s'applique à compter de l'exercice 2023 et constitue un changement de méthode comptable ; l'état des avantages et ressources reçus de l'étranger prévu à l'article 4 du décret n°2021-1812 du 24 décembre 2021 relatif à la tenue par certains organismes d'un état séparé des avantages et ressources provenant de l'étranger, est présenté en rubrique 3.7 de l'annexe.

1.2 Faits caractéristiques de l'exercice

L'Adie a alloué une réserve pour le Fonds Adie d'un montant de 1 938 588 € entre 2009 (date de création du Fonds Adie) et 2017. Depuis l'Adie prend en charge une somme déterminée des charges de fonctionnement du Fonds Adie, par convention annuelle.

Pour 2023 cette somme est de 224 315 euros. Dans le premier tableau ci-dessous, il est indiqué le total des charges concernant le Fonds Adie dans les comptes de l'Adie, dans le second tableau il est indiqué le montant pris en charge par l'Adie et le montant refacturé au Fonds Adie.

Ci-dessous à titre indicatif le détail des charges assumées par l'Adie :

Libellé / année	2009 à 2021	2022	2023
Achats	17 684,52		
Services extérieurs	128 611,21		
Autres services extérieurs	1 661 988,40	141 073,11	384 924,72
impôt et taxes	108 778,86		
Charges de personnel	1 578 509,81		
Charges exceptionnelles	8 446,83		
Dotations aux amortissements	14 147,96		
Transfert charges assurance autres	-576,6		
Total des charges par année	3 517 590,99	141 073,11	384 924,72

Ci-dessous suivi de la couverture des charges :

Libellé / année	2009 à 2021	2022	2023
Engagement de l'Adie	2 480 243,00	108 086,10	224 314,93
Charges payées par l'Adie	-3 517 591,00	-141 073,11	-384 924,72
Charges facturées au Fonds	1 037 348,00	32 987,01	160 609,79
Solde de la réserve			

Le Fonds Adie a effectué en 2023 un appel à la générosité du public au nom et pour le compte de l'Adie, l'association étant autorisée par décret du 7/4/2011, à faire bénéficier ses donateurs du cadre favorable de la loi Tepa (déduction des dons du montant de l'IFI). Ce décret visant l'Adie uniquement et non le Fonds Adie, le Fonds Adie a reversé ces dons à l'Adie qui a émis les reçus fiscaux. Ces dons sont comptabilisés dans le compte groupe n°4561502 dédié à l'Adie dans la comptabilité du Fonds Adie. Le montant des dons IFI encaissé par le Fonds Adie pour 2023 est de 88 767€ (en 2022 le montant était de 112 122€).

Par ailleurs, en 2022, l'Adie a réalisé un apport avec droit de reprise au Fonds Adie pour un montant de 1 000 000 €. Cet apport vise à permettre au Fonds Adie de réaliser les investissements nécessaires, notamment en termes de recrutements, afin de collecter davantage de dons qui seront essentiels pour soutenir la stratégie ambitieuse de l'Adie qui consiste à permettre à chaque entrepreneur de disposer de quasi fonds propres pour

créer leur entreprise dans les meilleures conditions. En 2023, ce fonds a été consommé pour la somme de 220 950 euros.

2. PRESENTATION DES COMPTES DU FONDS Adie

2.1 Les immobilisations financières :

Les immobilisations financières sont principalement composées :

- d'un solde de 27 193€ sur le contrat de Capitalisation 100% fonds euros (Triptis) souscrit en 2021,
- de parts détenues dans différentes SCPI pour un total de 99 969€ dont la rémunération est trimestrielle,

2.2 Les créances

Les créances d'un montant de 6 310 euros concernent des dons 2023 encaissés en 2024.

2.3 Les valeurs mobilières de placement

Le compte des valeurs mobilières de placement concerne la Banque Populaire Rives de Paris pour un montant de 122 330€. Sur ces valeurs mobilières de placement il y a une plus-value latente hors bilan de 171K€ (situation au 31/12/2023 communiquée par la banque).

2.4 Les disponibilités

Les disponibilités d'un montant de 4 431K€ sont en hausse de + 1 591K€. Cette évolution est essentiellement liée au rachat du contrat de capitalisation pour 1 781K€.

2.5 Les charges constatées d'avance

Ces charges d'un montant de 3 200€ concernent une facture de 2023 dont la prestation est programmée en 2024.

2.6 Les Fonds propres

Les fonds propres sans droit de reprise d'un montant de 2M€ correspondent à la dotation statutaire non consommable.

Les fonds propres avec droits de reprise ont été abondés de 1M€ en 2022 et reclassés en 2023 en dotation consommable, cet apport conventionnel avec droit de reprise au terme de 2027, a été versé par l'Adie afin de financer les dépenses engagées par le Fonds Adie dans le cadre de sa stratégie de collecte pour les 5 prochaines années. Les dépenses engagées en 2023 sur ce fonds sont d'un montant de 220 950€.

Les fonds propres sont en diminution de 280 639€. Cette variation correspond :

- à une augmentation pour 331K€ des contributions financières qui correspondent aux dons qui n'ont pas fait appel à la générosité du public et qui doivent être affectées en dotation consommable
- à une diminution pour 452K€ qui correspond à l'excédent des charges sur les produits de l'exercice, cette diminution vient réduire la dotation consommable
- à une diminution pour 160K€ de la dotation consommable liée à l'apport de l'Adie de 1M€ (cf. §1.2) .

Tableau de suivi des Fonds Propres :

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AFFECTATION DU RESULTAT		AUGMENTATION		DIMINUTION OU CONSOMMATION		A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
	MONTANT	MONTANT	DONT GENE- ROSITE DU PU- BLIC	MONTANT	DONT GENE- ROSITE DU PU- BLIC	MONTANT	DONT GENE- ROSITE DU PUBLIC	MON- TANT
Fonds propres sans droit de reprise	2 000 000							2 000 000
Fonds propres avec droit de reprise	1 000 000					(1 000 000)		
Dotations consommables, contributions externes	1 800 869			330 881		(451 676)		1 680 074
Dotations consommables, contributions Adie				1 000 000		(159 844)		840 156
Total de la dotation consommable	1 800 869			1 330 881		611 520		2 520 230
TOTAL	4 800 869			1 330 881		(1 611 520)		4 520 231

Tableau de suivi des dotations non consommables :

Dotations non consommables

	Montants
dotation statutaire	2 000 000
dotations complémentaires	
TOTAL	2 000 000

Liste des actifs constitutifs de la dotation consommable et non consommable :

	Brut	Dépréciation	Net
Immobilisations financières			
-contrat de capitalisation	27 193		27 193
-parts détenus dans différentes SCPI	99 969	13 633	86 336
Valeurs mobilières de placement (plus-value latente cf. §2.3)	122 330		122 330
Disponibilités	4 431 284		4 431 284
TOTAL	4 680 776	13 633	4 667 143

2.7 Les dettes

Ce poste est composé comme suit :

- Dettes fiscales et sociales pour 3K€ concernent le solde de l'impôt à payer en 2024 sur les produits financiers de 2023.
- Autres dettes pour 153K€ concernent le compte groupe Adie, dont 161K€ pour les charges du fonds payées par l'Adie que le Fonds doit rembourser, 25K€ d'IFI que le fonds doit verser et 65K€ de dons versés sur l'IBAN de l'Adie au lieu du Fonds.

L'ensemble de ces dettes a une échéance à moins d'un an.

2.8 Les produits d'exploitation

- Les produits d'exploitation concernent pour partie la consommation de la dotation consommable à hauteur de 612K€, qui correspond à l'excédent des charges sur les produits de l'exercice selon l'art. 214-2 du règlement ANC 2018-06 (cf. §2.6)
- Il y a également les dons perçus sur la période pour 251K€. Les dons issus de l'AGP (Appel à la Générosité du Public) sont affectés au compte de résultat.

Les dons se répartissent comme suit :

214K€ proviennent de particuliers

37K€ proviennent d'entreprises

En plus des 251K€ de dons affectés en produits d'exploitation, le Fonds a perçu un total de 331K€ de contributions financières. Ces fonds, de 331K€ sont affectés au bilan en dotation consommable suivant le plan comptable des Fonds de dotations (cf. §2.6).

2.9 Les charges d'exploitation

Les charges d'exploitation sont composées des frais bancaires et des commissions liées à la gestion de quatre comptes bancaires pour un montant de 2K€, des frais de 2023 à facturer par l'Adie pour 160K€ dans le cadre des dépenses non couvertes par la prise en charge de l'Adie (cf. § 1.2) et à une diminution de 3K€ concernant une charge constatée d'avance.

Des subventions ont été versées à l'Adie à hauteur de 718K€ en dons affectés et missions sociales (dont 471K€ relatifs à 2022 et 247K€ relatifs à 2023).

2.10 Les produits financiers

Les produits financiers d'un montant de 27K€ proviennent pour 6K€ de la distribution sur les placements SCPI, pour 14K€ des intérêts sur livrets et les 7K€ restant correspondent aux produits sur le rachat du contrat de capitalisation.

2.11 Les charges financières

Les charges financières d'un montant de 8K€ correspondent à une provision suite à la baisse de la valeur des placements SCPI.

2.12 L'impôt

L'impôt d'un montant de 4K€ correspond à l'impôt sur les produits financiers hors SCPI. Il correspond à 24% des produits financiers sur livrets, à 15% des dividendes hors SCPI et à 10% des produits financiers sur comptes à terme et de capitalisation.

3. LE TABLEAU DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION SUIVI DU COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC

Le Fonds présente son compte de résultat par origine et destination suivi du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public, conformément au règlement ANC N°2018-06 du 5 décembre 2018, accompagné des informations relatives à son élaboration.

La mission du Fonds vise à développer et à pérenniser la mission de l'Adie qui est :

- Financer les projets des créateurs d'entreprise qui n'ont pas accès au crédit bancaire et plus particulièrement ceux des chômeurs et des bénéficiaires des minimas sociaux ;
- Accompagner les micro-entrepreneurs avant, pendant et après la création de leur entreprise ;
- Plaider pour une amélioration du cadre législatif et réglementaire permettant la création et le développement de petites activités par des publics en situation de précarité.

3.1 Les emplois

Le coût des missions sociales d'un montant total de 718 280€ correspond aux versements effectués à l'Adie par le Fonds Adie en mission sociale et en dons affectés. Ces versements ont contribué à financer essentiellement les programmes suivants :

- Formation des bénévoles
- Accompagnement des jeunes entrepreneurs de moins de 30 ans
- Accompagnement des femmes entrepreneurs
- Formation « Je Deviens Entrepreneur »
- Programme « quartiers »
- Accompagnement en zones rurales
- Accompagnement des communautés
- Programmes nationaux et multi-régions
- Prêts d'apport en capital

Les frais de recherche de fonds, concernent les charges liées à cette action sont proratisées en fonction des charges imputées au Fonds Adie, déduction faite de la part prise en charge par l'Adie à hauteur de 224 315 € (cf. § 1.2).

Les frais de fonctionnement sont calculés sur le même principe que les frais de recherche.

Les frais sur la part consommée du CER correspondent aux frais liés à l'appel public à la générosité.

3.2 Les ressources

Les ressources collectées auprès du public correspondent au total des lignes du compte de résultat « Ressources liées à la générosité du public ».

3.3 Les contributions volontaires en nature

Ces prestations concernent les charges payées par l'Adie comme indiqué au §1.2 pour 224 315€ et pour 2 742€ de prestations effectuées par des bénévoles (la valorisation du bénévolat correspond à 68 heures de travail évaluées sur la base d'un coût jour de 282,27€ qui correspond à 2 fois le SMIC plus 50% pour les charges patronales sur la base de 218 jours annuel)

3.4 Les engagements hors bilan

Au 31/12/2023 il n'y a pas d'engagement hors bilan.

3.5 Tableau du compte de résultat par origine et destination

A - PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - PRODUITS LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	251 185	251 185	236 524	231 662
1.1 Cotisations sans contrepartie	0	0	0	0
1.2 Dons, legs et mécénat	251 185	251 185	231 662	231 662
- Dons manuels	214 430	214 430	187 982	187 982
- Legs, donations et assurances-vie				
- Mécénat	36 755	36 755	43 680	43 680
1.3 Autres produits liés à la générosité du public			4 862	
2 - PRODUITS NON LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
2.1 Cotisations avec contrepartie				
2.2 Parrainage des entreprises				
2.3 Contributions financières sans contrepartie	611 520		986 952	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	27 176			
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS				
4 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS				
5 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS				
TOTAL	889 881	251 185	1 223 476	231 662
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - MISSIONS SOCIALES	718 280	239 229	1 182 460	1 182 460
1.1 Réalisées en France	718 280	239 229	1 182 460	1 182 460
- Actions réalisées par l'organisme				
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes	718 280	239 229	1 182 460	1 182 460
1.2 Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme				
- Versements à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à l'étranger				
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	138 676	10 675	29 200	29 200
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	54 860	6 028	17 790	17 790
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	83 816	4 647	11 409	11 409
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	21 168	1 281	5 853	5 853
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	7 671			
5 - IMPOT SUR LES BENEFICES	4 086		1	
6 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE				
TOTAL	889 881	251 185	1 223 476	1 217 513
EXCEDENT OU DEFICIT	0	0	0	-985 851

B - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	227 057		111 096	
Bénévolat	2 742			
Prestations en nature	224 315		108 086	
Dons en nature				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC				
3 - CONCOURS PUBLICS EN NATURE				
Prestations en nature				
Dons en nature				
TOTAL	227 057	0	111 096	0
CHARGES PAR DESTINATION				
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES				
Réalisées en France				
Réalisées à l'étranger				
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS				
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	227 057		111 096	
TOTAL	227 057	0	111 096	0

3.6 Tableau du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès de public (CER)

EMPLOIS PAR DESTINATION	EXERCICE N	EXERCICE N-1	RESSOURCES PAR ORIGINE	EXERCICE N	EXERCICE N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - MISSIONS SOCIALES	239 229	1 182 460	1 - RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	251 185	231 662
1.1 Réalisées en France	239 229	1 182 460	1.1 Cotisations sans contrepartie		
-Actions réalisées par l'organisme			1.2 Dons, legs et mécénats	251 185	231 662
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant en France	239 229	1 182 460	- Dons manuels	214 430	187 982
1.2 Réalisées à l'étranger			- Legs, donations et assurances-vie		
-Actions réalisées par l'organisme			- Mécénats	36 755	43 680
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes agissant à l'étranger			1.3 Autres ressources liées à la générosité du public		
2- FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	10 675	29 200			
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	6 028	17 790			
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	4 647	11 409			
3- FRAIS DE FONCTIONNEMENT	1 281	5 853			
TOTAL DES EMPLOIS	251 185	1 217 513	TOTAL DES RESSOURCES	251 185	231 662
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DEPRECIATIONS ET IMPOTS			2 - REPRISES SUR PROVISIONS ET DEPRECIATIONS		
5 - REPORTS EN FONDS DEDIES DE L'EXERCICE			3 - UTILISATIONS DES FONDS DEDIES ANTERIEURS		
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE			DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	0	985 851
TOTAL	251 185	1 217 513	TOTAL	251 185	1 217 513
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	998 083	1 983 933
			(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public (-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice	0	-985 851
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	998 083	998 083
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	EXERCICE N	EXERCICE N-1		EXERCICE N	EXERCICE N-1
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AUX MISSIONS SOCIALES			1 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	227 057	111 096
Réalisées en France			Bénévolat	2 742	
Réalisées à l'étranger			Prestations en nature	224 315	108 086
2 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES A LA RECHERCHE DE FONDS	187 968	92 546	Dons en nature		
3 - CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES AU FONCTIONNEMENT	39 089	18 550			
TOTAL	227 057	111 096	TOTAL	227 057	111 096

3.7 Avantages et ressources provenant de l'étranger

Etat du contributeur	Date (b) de l'avantage ou de la ressource	Personnalité juridique (c) du contributeur	Nature (d) de l'avantage ou de la ressource	Caractère direct ou indirect (d) de l'avantage ou de la ressource	Mode de paiement (d)	Montant ou valorisation de l'avantage ou de la ressource (d)
BELGIQUE	15/12/2023	autre personne morale	mécénat	direct	VIREMENT BANCAIRE	15 000
BELGIQUE	25/02/2023	personne physique	don	direct	CARTE BANCAIRE	20
Total-Etat Belgique						15 020
CROATIE	11/06/2023	personne physique	don	direct	CARTE BANCAIRE	60
CROATIE	10/07/2023	personne physique	don	direct	CARTE BANCAIRE	20
CROATIE	29/12/2023	personne physique	don	direct	CHEQUE EDIIS	100
Total-Etat Croatie						180
HONG KONG	10/01/2023	personne physique	don	direct	PRELEVEMENT	10
HONG KONG	10/02/2023	personne physique	don	direct	PRELEVEMENT	10
HONG KONG	10/03/2023	personne physique	don	direct	PRELEVEMENT	10
HONG KONG	10/04/2023	personne physique	don	direct	PRELEVEMENT	10
HONG KONG	10/05/2023	personne physique	don	direct	PRELEVEMENT	10
HONG KONG	10/06/2023	personne physique	don	direct	PRELEVEMENT	10
HONG KONG	10/07/2023	personne physique	don	direct	PRELEVEMENT	10
HONG KONG	10/08/2023	personne physique	don	direct	PRELEVEMENT	10
HONG KONG	10/09/2023	personne physique	don	direct	PRELEVEMENT	10
HONG KONG	10/10/2023	personne physique	don	direct	PRELEVEMENT	10
HONG KONG	10/11/2023	personne physique	don	direct	PRELEVEMENT	10
HONG KONG	10/12/2023	personne physique	don	direct	PRELEVEMENT	10
Total-Etat Chine						120
PORTUGAL	05/09/2023	personne physique	don	direct	VIREMENT BANCAIRE	1 000
Total-Etat Portugal						1 000
SUISSE	18/12/2023	personne physique	don	direct	VIREMENT BANCAIRE	10 000
Total-Etat Suisse						10 000
Total général						26 320

a : Les avantages et ressources sont regroupés par État.

b : Les avantages et ressources sont classés, pour chaque État, par ordre chronologique en fonction de la date de l'encaissement ou, pour un avantage ou une ressource non pécuniaire, la date à laquelle il est effectivement acquis ou la période durant laquelle il est accordé.

c : Indiquer s'il s'agit :

d'un État ou d'une autre collectivité publique ;

d'une autre personne morale ;

d'une personne physique.

d : Conformément à l'article 4 du décret n° 2021-1812 du 24 décembre 2021.